

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (CEPALC)**

RAPPORT BIENNAL
20 avril 1996 – 16 mai 1998

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS, 1998
SUPPLÉMENT N° 21



NATIONS UNIES
Santiago du Chili, 1998

**574(XXVII) PARTICIPATION DES MEMBRES ASSOCIÉS DE LA CEPALC AU SUIVI DES
CONFÉRENCES MONDIALES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET AUX TRAVAUX DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant la résolution 543(XXV) de la CEPALC dans laquelle elle réaffirme les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social qui accordent la qualité d'observateur aux membres associés de la CEPALC à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, à la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives et les stocks de poissons grands migrateurs, à la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement, à la Conférence internationale sur la population et le développement et à la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, et qui appuient, entre autres, l'octroi de la qualité d'observateur aux membres associés de la CEPALC à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, au Sommet mondial pour le développement social et à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains,

Prenant acte du fait que les règlements intérieurs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, du Sommet mondial pour le développement social et de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains ont été ultérieurement modifiés par l'Assemblée générale de façon à concéder la qualité d'observateur aux membres associés des commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies,

Prenant note avec satisfaction de la résolution 1997/61 du 25 juillet 1997 du Conseil économique et social sur l'application et le suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par les Nations Unies,

Prenant note des résolutions 52/188, 52/190 et 52/202 du 18 décembre 1997 de l'Assemblée générale, dans lesquelles il est convenu de convoquer des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale afin d'examiner et d'évaluer l'application des programmes d'action, de la Conférence internationale sur la population et le développement, de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement, et de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, ainsi que des résolutions 52/25 du 26 novembre 1997 et 52/100 du 12 décembre 1997 de l'Assemblée générale, par lesquelles il est décidé de convoquer des sessions extraordinaires sur les programmes d'action du Sommet mondial pour le développement social et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes,

Ayant à l'esprit la résolution 52/73 du 10 décembre 1997 de l'Assemblée générale, dans laquelle elle prie les institutions du système des Nations Unies de "renforcer le soutien déjà apporté et d'élaborer des programmes d'aide appropriés" à l'intention des territoires non encore autonomes, ce qui incluerait les membres associés de la CEPALC,

Prenant en considération la résolution 1997/66 du 25 juillet 1997 du Conseil économique et social par laquelle il demande de faciliter la participation des représentants des territoires non autonomes, ce qui incluerait les membres associés de la CEPALC, "aux réunions et conférences pertinentes" des Nations Unies afin qu'ils puissent tirer profit des activités correspondantes d'autres organisations et institutions du système des Nations Unies",

1. Demande aux pays membres de la CEPALC, par l'entremise de leurs représentants auprès de l'Assemblée générale, de mettre au point les mécanismes pertinents pour assurer la participation de membres associés aux sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, afin d'examiner et d'évaluer l'application des programmes d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement, de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, du Sommet mondial pour le développement social et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, ainsi qu'à leur processus de préparation;

2. Demande aux pays membres de la CEPALC, par l'entremise de leurs représentants auprès du Conseil économique et social, de mettre au point les mécanismes voulus pour assurer la participation des membres associés des commissions régionales aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires, en qualité d'observateur.